

Quand la gauche se liait à la « paysannerie rouge »

Du PCF de Waldeck Rochet au mouvement des Paysans-travailleurs, l'histoire de la gauche est aussi celle de convergences entre ouvriers et paysans. Face au récit hégémonique de la FNSEA, cette mémoire mérite d'être ravivée.

[Mathieu Dejean](#)

30 janvier 2024 à 14h10

Depuis le début du mouvement de colère des agriculteurs et des agricultrices, la gauche écologiste subit un procès en illégitimité. Dans les représentations dominantes et souvent caricaturales diffusées à grande échelle – [notamment par les médias Bolloré](#) –, elle est à l'opposé du monde agricole : urbaine, déconnectée des ruralités, technocratique et par nature hostile aux travailleurs et travailleuses des champs.

Les Écologistes [martèlent](#) pourtant que leur destin est « *lié* » à celui des agriculteurs, car « *on ne sauvera pas le climat sans eux* ». Les Insoumis [rappellent](#) qu'ils ont récemment défendu une proposition de loi qui instaurait des prix plancher pour les agriculteurs – rejetée à six voix près à l'Assemblée nationale – et qu'ils sont solidaires d'une contestation centrée sur l'exigence d'une rémunération digne. Les communistes viennent tout juste de déposer une autre proposition visant à [renforcer les droits des travailleurs saisonniers](#) et temporaires de l'agriculture, dont on parle peu.

Mais les clichés ont la vie dure et agiter le chiffon rouge de « l'écologie punitive » conduit souvent à clore le débat, empêchant tout imaginaire propice aux convergences. Un détour par l'histoire permet pourtant de démonter l'idée d'un antagonisme irréductible entre la gauche et le secteur agricole.

À l'époque faste du Parti communiste français (PCF), son secrétaire général, Waldeck Rochet, lui-même ancien maraîcher à l'accent bourguignon distinctif, menait une politique volontariste à destination des « paysans travailleurs ». Le parti de Maurice Thorez, à qui Waldeck Rochet a succédé officiellement en 1964, était doté d'une section agraire, de cellules rurales, ainsi que d'un hebdomadaire spécifique largement diffusé. Et il pouvait déjà s'appuyer sur un bilan politique.



Couvertures des revues « Germinal », publication de la Commission nationale agricole du PSU, et de la revue « Tribune socialiste », l'hebdo du PSU à la fin des années 1970.
 © Photomontage Mediapart avec documents Centre Jacques Sauvageot-ITS

Dans *Ceux de la terre* (Éditions sociales, 1963), Waldeck Rochet s'employait ainsi à valoriser l'action politique concrète de la gauche en faveur des agriculteurs : l'Office du blé et la revalorisation des prix des produits agricoles à la production – qui s'étaient effondrés –, votés par le Front populaire en 1936 ; puis, au lendemain de la Libération, le statut du fermage et du métayage, la réglementation du temps de travail des ouvriers agricoles, la ristourne sur les achats de matériel agricole, les prêts spéciaux en faveur des jeunes agriculteurs qui s'installent, votés par un Parlement en majorité de gauche ; enfin, en 1957, l'indexation des prix des produits agricoles sur les prix industriels.

Le PCF s'est longtemps attelé à déconstruire le « mythe » de « l'unité paysanne », en prônant l'alliance des ouvriers et des paysans. Une alliance qui, comme le note Waldeck Rochet dans son livre, a effrayé la bourgeoisie qui « s'est toujours employée à diviser les travailleurs des villes et des champs ». À l'époque, cette propagande et ces investissements politiques des communistes ont porté leurs fruits : aux législatives de 1962, le parti s'est ainsi targué d'avoir réuni plus de 20 % des suffrages exprimés dans quarante départements ruraux.

De Mao au Larzac

La vague contestataire de Mai-68 a cependant rebattu les cartes. Alors que le PCF reste attaché à une vision très figée du monde paysan, l'extrême gauche investit à ce moment-là les luttes paysannes, contribuant à construire le courant des Paysans-travailleurs, dont la Confédération paysanne est l'héritière. Les maoïstes français, guidés par la « RC » (révolution

culturelle) et la citation de Mao selon laquelle « *le paysan voit juste* », s'engagent alors dans de « *grands échanges d'expérience* » et de « *longues marches* » vers les campagnes.

Ces contacts contribuent à briser une frontière mentale entre deux mondes qui ne se côtoyaient pas ou peu. Joseph Potiron, un paysan engagé dans les luttes en Loire-Atlantique dans les années 1960-1970, écrit ainsi : « *Les ouvriers pensaient que les paysans étaient des petits patrons propriétaires, et les paysans que les ouvriers étaient tout le temps en grève. [...] Personne ne se rencontrait. Personne ne se comprenait. J'avais saisi que la meilleure arme de la bourgeoisie contre les travailleurs et les travailleuses était le corporatisme.* »

Mais c'est le Parti socialiste unifié (PSU) qui mène le travail politique le plus approfondi en direction des paysans. C'est en son sein qu'est né en 1972 le courant de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP, d'obédience maoïste), qui finira par s'émanciper et jouera un rôle essentiel dans la lutte des paysans du Larzac. « *La GOP est un syncrétisme entre des inspirations maoïstes, un vrai ancrage paysan et ce qu'a été le PSU – cet entredeux entre la SFIO [Section française de l'Internationale ouvrière – ndlr] et le PCF, qui s'ancre clairement dans le camp révolutionnaire avec l'accélération de 68* », explique Théo Roumier, spécialiste de l'histoire du PSU, qui prépare un livre sur Charles Piaget.

Joint par Mediapart, Alain Lipietz, qui animait la GOP de 1968 à 1971, explique cet attrait pour le monde paysan par le contexte politique – « *Mai-68 est un tournant* » – mais aussi par une transformation du monde paysan lui-même. « *Dans les années 60-70, il y a eu une modernisation très rapide de l'agriculture, qui s'est heurtée au vieux bloc agraire, qui défendait la propriété foncière avant même le travail paysan, dit-il. Ceux qui s'y opposaient, c'étaient soit le paysan entrepreneur endetté par l'acquisition de machines, soit le paysan exploité. Et dans les années 60, il y a eu une alliance entre les deux : le PSU était un conglomérat de modernistes et de radicaux.* » En 1970, le leader paysan Bernard Lambert, responsable de la commission agricole du PSU, avait d'ailleurs théorisé la « *prolétarianisation* » du monde paysan dans le livre *Les Paysans dans la lutte des classes* (Seuil).

Dans la pratique, les paysans ont retrouvé un langage, des objectifs qui les rapprochent du prolétariat.

Extrait de la brochure intitulée « Répression des luttes : des paysans parlent »

Dans son programme de 1971, le PSU consacrait une dizaine de pages à l'agriculture : contre la spéculation foncière, contre les inégalités de revenus, pour dépasser l'opposition entre le consommateur ouvrier et le producteur paysan... Il s'est surtout attaché à créer les conditions d'une alliance entre ouvriers et paysans : « *L'alliance doit se faire avant tout à partir du secteur agroalimentaire, car là, paysans et ouvriers ont un ennemi commun qu'ils peuvent appréhender plus facilement que dans les autres secteurs* », lit-on dans le programme.

Bernard Lambert agglomère alors autour de lui un nombre important d'« experts » agricoles, notamment des jeunes chercheurs parisiens de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), qui participent à la formation d'une nouvelle gauche paysanne. Ce courant conteste les orientations du syndicalisme agricole majoritaire, en tentant de développer une alternative à celui-ci. Il soutient ainsi les révoltes paysannes qui explosent au début des années 1970 contre les « cumulards », les spéculateurs sur le foncier et les exploités dont le comportement à l'égard des ouvriers agricoles, souvent immigrés, rappelle souvent l'époque féodale.



Couvertures des revues « Germinal », « Vent d’ouest » et « Paysans en lutte ».
 © Photomontage Mediapart avec documents Centre Jacques Sauvageot-ITS

L’activisme de la GOP se traduit par exemple par la parution, en 1972, d’une brochure aux éditions François Maspero intitulée *Répression des luttes : des paysans parlent* – coordonnée par Bernard Lambert et Henri Leclerc (avocat, également animateur de la GOP). Celle-ci se veut « *un instrument de lutte entre les mains des paysans* » et témoigne d’une continuité avec la répression [subie ces dernières années](#) de manière privilégiée par la Confédération paysanne et les mouvements écologistes. On y lit que « *dans la pratique, les paysans ont retrouvé un langage, des objectifs qui les rapprochent du prolétariat* ».

Des convergences sciemment occultées

Ce rapprochement théorique et pratique a des effets sur les travailleuses et travailleurs de la terre, qui selon l’historienne Kristin Ross dans *La Forme-Commune* « *entendent certes s’affirmer en tant que groupe social, avec des problèmes spécifiques urgents liés à leur exploitation par la pénétration du grand capital dans les campagnes [...], mais veulent faire cela de façon non-corporatiste* ». C’est par exemple visible dans [la lutte des paysans du Larzac](#) contre l’armée qui souhaite l’extension d’un camp militaire. Celle-ci est l’occasion d’une convergence entre la gauche paysanne et la gauche ouvrière qui s’est traduite par la venue d’une délégation de plusieurs centaines d’ouvriers de l’usine Lip de Besançon sur le cause.

Quelques mois auparavant, en janvier 1973, les « réseaux Lambert » organisaient une première « montée » des paysans à Paris en tracteurs. Cinquante et un ans plus tard, l’histoire se rejoue donc avec le « siège de la capitale » [annoncé « pour une durée indéterminée »](#), mais sur une tout autre tonalité. « *À chaque fois qu’il est question de la montée des tracteurs sur Paris, c’est cette histoire qui est mobilisée, or ce n’est pas une histoire de la FNSEA !* », rappelle l’historien Philippe Artières, auteur du *Peuple du Larzac* et commissaire de [l’exposition « Ripostes ! Archives de luttes et d’actions, 1970-1974 »](#).

Si le travail paysan du PSU s'est maintenu jusqu'en 1980 avec une publication dédiée et des liens avec ce qui va devenir la Confédération paysanne, il s'est étiolé au fil des années dans les partis de gauche. Lambert meurt en 1984 alors que la remise en question du productivisme agricole n'était encore qu'émergente. Ses réseaux ont certes influencé la gauche paysanne : *« Sans cela, la Confédération paysanne aurait eu moins d'espace politique. Cela tient à la fois au courant Lambert, personnalité majeure de la gauche paysanne, mais aussi à des militants qui ont fait exister ce courant en profondeur »*, explique Théo Roumier.

À lire aussi

[Dossier Le surgissement de la colère agricole 23 articles](#)

Mais le discours et l'histoire de la « Conf' » sont cependant gommés dans la période actuelle. *« L'histoire des Paysans-travailleurs a toujours été assez occultée par un discours dominant qu'on entend encore ces jours-ci sur la supposée "unité paysanne", qui n'est pas représentative de la pluralité des courants qui font l'agriculture aujourd'hui en France. La surreprésentation du syndicat majoritaire et sa synergie avec l'industrie agroalimentaire font disparaître ces fondamentaux qui ont construit l'histoire de la Confédération paysanne, qui prône que les paysans sont dans la lutte des classes »*, fustige ainsi la porte-parole de la Confédération paysanne, Laurence Marandola.

Les partis de gauche subissent, pour ce qui les concerne, un anti-écologisme qui les marginalise des luttes agricoles – le relatif abandon de la question agricole dans le travail militant n'y est pas pour rien. La convergence de la « Conf' » avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a pourtant rappelé que l'héritage du mouvement des Paysans-travailleurs est vivant. Face aux tentatives d'enfermer les agriculteurs, les agricultrices et les écologistes dans des cases hermétiques – un récit qui profite à la FNSEA –, il n'est pas inutile de s'en souvenir.

[Mathieu Dejean](#)